

# L'immunité de la France envers le fascisme : un demi-siècle de polémiques historiennes

Marc Angenot

Volume 47, numéro 1, 2011

Les exceptions françaises (1958-1981)

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002514ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002514ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0014-2085 (imprimé)

1492-1405 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Angenot, M. (2011). L'immunité de la France envers le fascisme : un demi-siècle de polémiques historiennes. *Études françaises*, 47(1), 15–42.  
<https://doi.org/10.7202/1002514ar>

Résumé de l'article

Les universitaires français, tout particulièrement l'historien René Rémond, ont longtemps nié la possibilité même de l'existence d'un fascisme français — et ce, en dépit de l'évidence que constitue le régime de Vichy — en arguant d'une « immunité » ou d'une « allergie » locale à cette idéologie d'importation. Des chercheurs étrangers, tout particulièrement l'Israélien Zeev Sternhell, ont au contraire démontré que, non seulement on trouve des idées « préfascistes » en France dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle — et ce, émanant de grands noms comme Barrès, etc. —, mais encore ces idées seraient à la base même du fascisme italien et du nazisme allemand. Facteur aggravant : tous les anticonformistes des années 1930 (Emmanuel Mounier, notamment) auraient été « fascistes sans le savoir ». Une telle charge a bien évidemment suscité des réactions indignées en France. Cet article montre comment la polémique de longue durée est certes motivée par des questions d'honneur national et de dicible académique, mais relève surtout d'une incompréhension fondamentale entre histoire des faits et histoire des idées.

# L'immunité de la France envers le fascisme : un demi-siècle de polémiques historiennes

MARC ANGENOT

Je me propose dans cette étude de reconstituer une partie, la plus virulente et la plus significative à mon sens, d'une controverse académique de très longue durée et de l'interpréter dans son contexte historique. La polémique dans laquelle l'épisode que je vais traiter s'inscrit, polémique franco-française et internationale d'un demi-siècle, porte sur l'existence en France au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle de quoi que ce soit — doctrines, programmes, mouvements, événements, régime — que l'on puisse rapporter au «fascisme». En 2005, un universitaire américain, Brian Jenkins, y consacrait encore un collectif auquel ont collaboré quelques-uns des vétérans de l'interminable bataille, *France in the Era of Fascism*<sup>1</sup>. Cela fait bel et bien cinquante ans de controverses, car il faut remonter à 1954 pour en trouver l'amorce et l'origine. Dans les limites de cet article, je m'attacherai toutefois à un épisode central de cette interminable controverse : les débats acerbes et les attaques violentes qui ont accompagné en France l'œuvre de l'Israélien Zeev Sternhell. J'en résumerai les arguments et en reconstituerais à grandes enjambées la séquence jusqu'à nos jours.

Remontons donc au début et voyons comment tout a commencé. En 1954, l'encore jeune René Rémond<sup>2</sup>, qui va devenir le mandarin tout-puissant de l'histoire politique de la France et régner sur la discipline par l'entremise de deux générations d'élèves respectueux (et

1. Brian Jenkins (dir.), *France in the Era of Fascism. Essays on the French Authoritarian Right*, New York, Berghahn, 2005.

2. L'historien est mort le 14 avril 2007, il était membre de l'Académie française.

prudents dans la critique de ses idées), publie une étude appelée à devenir un des « livres au programme » des grandes écoles pour un demi-siècle. Cet ouvrage va fixer pour longtemps le cadre obligé de la recherche hexagonale, *La droite en France de 1815 à nos jours. Continuité et diversité d'une tradition politique*<sup>3</sup>. Il prétend s'emparer de l'histoire politique de la France sur un siècle et demi, de la Restauration à la Quatrième République, et rendre raison de sa dynamique ou plutôt de sa *persistance* en cherchant à faire apparaître ce que Rémond postule comme une « continuité chronologique d'une tendance de l'esprit français ».

La droite française n'est pas et ne fut jamais homogène : il y a eu « au cours des cent cinquante dernières années, non pas une, mais plusieurs droites » qui correspondaient, à l'origine, à des formes de fidélité à des régimes successivement abolis. Exactement, il y en a eu *trois* : une droite « ultra[-royaliste] » qui s'épanouit sous Louis XVIII et engendre le durable « légitimisme » ; une droite qui trouve son premier idéal sous la monarchie de Juillet et qu'on qualifiera d'« orléaniste » ; une droite enfin dont la référence sera l'Empire autoritaire, qu'on dénommera « bonapartiste ». Légitimistes, orléanistes et bonapartistes étant distincts dès le milieu du *xix<sup>e</sup>* siècle, il n'est jamais rien arrivé de nouveau depuis cette époque dans la topographie politique française sinon des amendements, des réfections, des coalitions et des adaptations aux conjonctures.

Rémond voit bien naître vers 1890 quelque chose qui va se dénommer le « nationalisme », mais dans son cadre immuable, celui-ci ne peut être une nouveauté. Ce ne peut donc être qu'une « autre coalition » qui « apporte à la nouvelle droite un programme et lui dicte un comportement<sup>4</sup> ». « Le nationalisme, assure-t-il, n'a pas de théorie, à peine un programme : il a des antipathies puissantes, des aspirations vigoureuses ; il est instinctif, passionnel, secoué d'élans furieux<sup>5</sup>. » Militariste, xénophobe, clérical, antiparlementaire, volontiers anti-intellectualiste, plus que volontiers antisémite aussi, ce nationalisme coalisé invente et exploite des thèmes dont se nourrira vingt-cinq ans plus tard « la révolution fasciste<sup>6</sup> », mais en dépit de ceci, il n'a rien à voir avec le fascisme,

3. René Rémond, *La droite en France de 1815 à nos jours. Continuité et diversité d'une tradition politique*, Paris, Aubier, 1954. (Version entièrement revue et augmentée : *Les droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982. Rééd. Paris, Stock, 2006.)

4. René Rémond, *La droite en France de 1815 à nos jours*, p. 151.

5. *Ibid.*, p. 155.

6. *Idem.*

lequel est demeuré un « phénomène étranger » à la France. La France, répéteront en chœur et inlassablement ses étudiants et disciples, a été « allergique » au fascisme. Le fascisme, s'il s'en trouve des traces entre les deux guerres, fut un phénomène d'« importation ». La France, pour tout dire, a intégralement « échappé » au fascisme<sup>7</sup>. Rémond persistera jusqu'à sa mort dans cette conviction dont on soupçonne que les enjeux ne se ramènent pas à une simple question de méthodologie et de sémantique, même si les *Homines academici* défendent d'aventure leurs « biens » conceptuels avec une énergie obstinée pareille à la sienne.

Quelle caractérisation Rémond attribue-t-il alors aux fameuses « ligues » des années 1930 ? Il lui faut concéder tout d'abord que les contemporains ont — unanimement à gauche — identifié les Jeunesses patriotes, les Croix-de-feu et autres ligues qui tenaient le haut du pavé des jours d'émeute, avec le « fascisme », avec une menace fasciste intérieure. C'était l'impression qu'ils avaient, admet Rémond, impression renforcée par la « vision dualiste » chère aux communistes : il y avait le bon camp qui allait s'unir, tardivement, dans le Front populaire, et puis tous les autres, qui étaient peu ou prou des « fascistes ». Or, cette identification d'époque était selon Rémond (qui était pour sa part notoirement issu du monde catholique et conservateur) simpliste et fausse. Elle a permis à la gauche de former le Front populaire, soit, mais ce fut contre un péril imaginaire : les ligues n'étaient nullement « fascistes ». Les fameuses ligues relevaient de la droite n° 3, la « droite bonapartiste », on s'y attendait, même si elles imitaient un certain « style » — gestuelle paramilitaire, chemises de couleur, baudriers, salut bras tendu, — regrettablement emprunté à l'autre côté des Alpes. « Leur évolution renouvelle la preuve de l'impossibilité pratique pour un authentique fascisme de s'acclimater en France<sup>8</sup> » : les Croix-de-feu, dissous par le Front populaire, se muent en 1936 en un parti politique, le Parti social français. Le colonel de La Rocque s'avère donc « légaliste », il se rallie au jeu parlementaire et son mouvement accueille seulement alors des adhésions massives qui frôlent le million de partisans (ce qui fait beaucoup plus de membres, soit dit en passant, que les communistes et socialistes additionnés). Derechef, de cette évolution

7. C'est le verbe que Rémond utilise dans « Y a-t-il un fascisme français ? », *Terre humaine*, vol. 7-8, 1952, p. 37-47.

8. René Rémond, *La droite en France de 1815 à nos jours*, p. 206.

censément assagie du PSF, on peut confirmer qu'« il n'y a pas eu de véritable fascisme français<sup>9</sup> ».

René Rémond concède finalement l'existence agitée et les excès verbaux de quelques journaux du genre de *Je suis partout* et de « petits groupes d'activistes, une poignée d'intellectuels qui brûlaient d'imiter les exemples *étrangers*<sup>10</sup> ». Il s'empresse de souligner que leur influence sur le terrain politique fut des plus minces et que leur inspiration, décrétée « étrangère », exclut toutes les influences et les implantations autochtones. Il admet ainsi qu'il y a eu une « tentation fasciste » dans l'intelligentsia, mais il s'empresse d'ajouter qu'elle n'a touché que « de petites minorités » et à « dose homéopathique ». Il concède les cas de Drieu La Rochelle, Brasillach, Céline — intéressants pour l'histoire littéraire mais pas pour l'histoire tout court.

Or, en 1982, Rémond, qui réédite et met à jour son livre et entend persister dans ses conclusions, se voit pourtant contraint de réécrire de fond en comble ses chapitres sur l'entre-deux-guerres dans la mesure où trois historiens *étrangers* justement, historiens différents de démarches et d'intentions, viennent de publier des livres (des thèses desquelles je parlerai à loisir plus loin, mais il me faut anticiper ici) qui affirment par des voies diverses, mais de façon convergente, l'existence éminente d'un « fascisme français ». Ce sont, dans l'ordre d'apparition, la trilogie sur le fascisme en Europe de l'Allemand Ernst Nolte ; en 1978, l'Israélien Zeev Sternhell avec *La droite révolutionnaire*, Sternhell dont les deux ouvrages ultérieurs qui renchérissent sur le premier feront de lui pour une coalition d'historiens français l'homme à abattre ; et le premier livre sur le fascisme en France de l'Américain Robert Soucy qui va, comme Sternhell, en sortir un peu plus tard deux autres.

Ces livres ont suscité des vagues d'indignation et de réprobation — comme a indigné et choqué en 1972 l'ouvrage non moins fameux et non moins traumatisant de l'Américain Robert O. Paxton sur le Régime de Vichy<sup>11</sup>. Sur ces années si proches et si « délicates » à aborder, voici que venaient interférer en effet avec de bien gros sabots des universitaires étrangers (l'historiographie française est, ou du moins était naguère, un pré carré où de pareilles irrutions indécates choquaient d'emblée) à qui on va reprocher, souvent de façon très rogue, de man-

9. *Ibid.*, p. 215.

10. René Rémond, *Les droites en France*, p. 223.

11. Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-44*, Paris, Seuil, coll. « Points/Histoire », 1999 [1973 pour la première édition française].

quer de méthode, de rigueur définitionnelle, de connaissance des faits et surtout de *nuance* et de *mesure*, qualités bien françaises à coup sûr, indispensables dans un contexte où nombre des acteurs et des mis en cause étaient encore vivants — il n'est pas inutile de souligner ce point.

Rémond résume en 1982 les thèses de ces chercheurs étrangers sur le mode conditionnel et raisonne *par les conséquences* pour les écarter : il faudrait, paraphrase-t-il, se demander désormais « si la France n'a pas inventé le fascisme qui serait une de ses traditions politiques les plus anciennes » — les ligues des années 1930 ne seraient alors que l'épanouissement d'une « tradition nationale » formant en quelque sorte la preuve mise sur la somme<sup>12</sup>. On voit que les conséquences de tout ceci sont intolérables et donc que cela ne peut pas être ! À regarder de près la France, ses écrivains et sa vie politique, décidément le fascisme demeure « une réalité étrangère à notre propre passé<sup>13</sup> ».

*L'Action française* ? Elle n'était pas fasciste, n'en déplaise à Ernst Nolte et à sa regrettable trilogie européenne *Le fascisme dans son époque* (*L'Action française*, *Le fascisme italien*, *Le national-socialisme*), trop bien accueillie à gauche parce qu'elle mettait la droite française dans le bain de la généalogie du Mal. Elle était trop conservatrice et traditionaliste pour cela alors que le fascisme authentique doit avoir des prétentions « révolutionnaires ».

Prendre les ligues des années 1930, Rémond le répète pour la énième fois, pour un fascisme français, « c'est selon nous prendre l'apparence pour la réalité », car c'est tout bonnement le vieux fond césarien, autoritaire-plébiscitaire qui persiste et qu'elles exploitent en empruntant un style d'époque<sup>14</sup>. Pour les Croix-de-feu, Rémond se fait lénifiant en parlant fort innocemment de « scoutisme politique pour grandes personnes<sup>15</sup> ». Ce n'est pas tant en effet que Rémond rejette la qualification de « fasciste », ceci peut se discuter indéfiniment comme tout étiquetage, c'est que dans la foulée, il sous-estime grandement la nocivité antidémocratique des mouvements passés en revue et sur lesquels, à l'époque où il écrit, il n'existe *aucune étude sérieuse*<sup>16</sup>.

12. René Rémond, *Les droites en France*, p. 198.

13. *Ibid.*, p. 202.

14. *Ibid.*, p. 206.

15. *Ibid.*, p. 214.

16. Il y eut bien, à cette époque, Solidarité française ou le Francisme de Marcel Bucard qui se réclamaient, eux, explicitement du fascisme : oui soit, mais ce fut « l'échec complet ». Il y eut aussi le Parti populaire français fondé en 1936, mené par la poigne de « condottiere » de son chef, l'ex-communiste Jacques Doriot. Rémond passe rapidement sur ce cas qui se

Rémond étaye sa thèse en la pourvoyant d'une explication en forme d'*exception française* éclatante. Si la France fut, seule en Europe, « allergique », encore faut-il expliquer cette immunisation. Quels sont les « anticorps » qui procurèrent à l'organisme France des mécanismes de défense aussi efficaces ? La France est sortie victorieuse de la guerre ; victorieuse, elle n'entretient pas ce sentiment d'humiliation qui alimente les nationalismes italien et allemand. Elle n'a pas non plus de revendications territoriales insatisfaites, ni de projets expansionnistes — les anciens combattants s'y sont montrés nettement plus pacifistes que revanchards. La crise de 1929 a touché la France plus tard et moins durement qu'en Allemagne (Rémond doit concéder au passage que la grande crise frappe d'abord de plein fouet les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui ne deviennent pas fascistes pour autant). La France bénéficie en quelque sorte d'une paysannerie et d'une petite bourgeoisie attachées aux routines et aux traditions et peu portées aux aventures. Elle a aussi et surtout une longue pratique de la démocratie qui s'est enracinée en un « mode de pensée » (ceci demeure spécialement intuitif). La gauche s'est finalement mobilisée unitairement en 1936, fût-ce contre un « fascisme » imaginaire, alors qu'elle était affaiblie en Allemagne, épuisée en luttes fratricides. Et finalement, à droite même, le terrain était solidement occupé par les droites traditionnelles qui n'avaient pas besoin de l'appui de la « démagogie populacière » de bandes fascistes. Si ces arguments ne sont pas intégralement mauvais ni intrinsèquement faux, on verra toutefois qu'ils appellent chacun diverses objections.

Cependant, une dernière *dénégation* rémondienne revient à la réponse bien confuse qu'il donne à la question attendue : Et Vichy ? Car Vichy pouvait paraître une sorte de *preuve rétrodictive* de la « dérive fasciste » de la droite française... Quand l'historien consacre en 1954 quelques pages à Vichy, le travail sur ces quatre années « à effacer de notre histoire », comme avait décrété le procureur Mornet, ne fait que commencer ; il prendra un demi-siècle de questionnements douloureux et de réticences surmontées. Rémond marche sur des œufs. Vichy est,

rapproche fort du fascisme, mais n'en est toujours pas. Doriot ne deviendra vraiment fasciste qu'en devenant collaborateur et en endossant l'uniforme de la Waffen SS ; conclure « de cet aboutissement au caractère fasciste de son parti » avant 1940 serait de mauvaise méthode. Quant aux écrivains et journalistes fascistes, on en repère certes une poignée, mais ce ne fut le fait que de « petites minorités », « imitatrices serviles » de projets et de conceptions non français. Au bout de ce passage en revue éliminatoire, une seule conclusion s'impose : c'est vraiment le fascisme introuvable !

formule-t-il piteusement, « une période mal connue, incertaine et confuse » dont il ne semble pas qu'il veuille se donner pour tâche personnelle de la rendre plus claire et mieux certaine. En tout état de cause, Vichy est le produit de la « défaite ». C'est un régime « exogène » ; ce régime imposé par l'étranger a donné un rôle à des personnalités fascistes, ou devenues telles, qui *normalement* seraient restées marginales. En somme, Vichy comme accident de l'histoire, dérapage imprévisible et fruit du malheur des temps ne doit pas entrer en ligne de compte ni soulever de débat.

### Le fascisme est né en France

Le premier ouvrage de Zeev Sternhell sur les origines du fascisme est son *Barrès et le nationalisme français* de 1972<sup>17</sup>. Ce livre perspicace aborde le romancier passablement oublié, le « prince de la jeunesse » et le respectable académicien que fut Maurice Barrès pour ce qu'il fut aussi éminemment et, pour l'histoire des idées politiques, essentiellement : l'ennemi acharné de la démocratie libérale et l'inventeur d'une doctrine d'avenir, le premier, comme le dira Georges Valois, qui ait pensé qu'il fallait faire converger socialisme et nationalisme en un mouvement de masse.

Le boulangisme barrésien cumule en effet l'autoritarisme politique et un certain socialisme non marxiste, plus tard antimarxiste. [...] Au parlementarisme, Barrès oppose le culte du chef, à l'incohérence des institutions, le sens de l'autorité, au capitalisme, un vague programme de réformes dont l'essentiel est un protectionnisme sommaire<sup>18</sup>.

À cette synthèse, Barrès adjoint un *style*, « un certain romantisme révolutionnaire », mais surtout l'antisémitisme qu'il voit, de façon parfaitement instrumentale, comme le moyen d'intégrer le ressentiment du prolétariat dans l'unité nationale.

C'est cependant l'ouvrage suivant (paru en 1978) de Sternhell qui va enclencher une polémique qui n'est pas encore éteinte aujourd'hui, *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*<sup>19</sup>. Tout

17. Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, nouvelle édition augmentée de l'essai « De l'historicisme au nationalisme de la Terre et des morts », Paris, Fayard, 2000 [Colin, 1972].

18. *Ibid.*, p. 396-397.

19. Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, coll. « L'univers historique », 1978.

le problème tenait évidemment dans le sous-titre. C'est en France qu'est née l'idéologie fasciste, soutient l'historien, idéologie distincte et originale, dans une « période d'incubation » qui va de 1885 à 1914. La France a été en Europe le « laboratoire de la pensée fasciste » dont les « ingrédients » se sont agglomérés ici et là en une synthèse neuve de conceptions venues de la droite et de la gauche. La Grande Guerre a été le déclencheur du fascisme, soit, mais elle n'en est ni le point de départ ni la source idéologique. Sternhell va faire apparaître ces « ingrédients » et les bricolages synthétiques concomitants et connexes du « boulangisme de gauche » antiparlementaire et antisémite, de Barrès et son « socialisme national », chez Édouard Drumont et autres antisémites<sup>20</sup>, chez Paul Déroulède et à la Ligue des patriotes, dans l'*Action française*, spécialement lors de ses rapprochements avec des activistes de l'extrême gauche, dans la droite plébéienne du « syndicalisme jaune », chez Georges Sorel, doctrinaire du syndicalisme révolutionnaire et théoricien de la violence, dans le nationalisme de batailles de rue<sup>21</sup> comme, tout aussi bien et concurremment, chez des hommes de cabinet comme Georges Vacher de Lapouge ou Gustave Le Bon, révoltés contre le positivisme, l'individualisme et l'esprit démocratique. Le concept construit par l'Israélien est celui de « préfascisme » qui néanmoins, précise-t-il, « pour ce qui est de l'idéologie », est quelque chose de déjà « venu à maturité<sup>22</sup> », une nouvelle conception politique qui a eu le temps d'être « longuement mûrie » bien avant 1914<sup>23</sup>.

### Objections à la généalogie française du fascisme

Les objections faites à *La droite révolutionnaire* se ramènent à une poignée qui sont revenues régulièrement :

– Le « (pré-)fascisme » est un concept jamais explicitement défini et à géométrie variable. Il permet à l'historien d'épingler au passage et d'étiqueter réprobativement Taine, Nietzsche, Bergson, Le Bon, Pareto, Mosca, Sorel, Barrès, Corradini, penseurs extrêmement divers dont certains étaient à des années-lumières de la perception qu'on pouvait

20. Y compris de l'extrême gauche comme Albert Regnard et Auguste Chirac.

21. La Bande à Morès (formée des bouchers de La Villette) en 1890 préfigure à coup sûr les *squadri* de 1920.

22. Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire*, p. 21.

23. Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Maia Ashéri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 1989, p. 15.

avoir d'eux en leur temps. Ainsi de Georges Sorel, compagnon de route et théoricien du syndicalisme révolutionnaire, et de Maurice Barrès, romancier de l'« énergie nationale » et de « la Terre et les morts ». (La réplique immédiate à cette objection est probablement que cette dispersion aux extrêmes est justement une des clés du phénomène.)

– Toutes les idées et les démarches antipositivistes, antidémocratiques, anti-individualistes (ce qui fait trois cibles bien différentes), toutes les critiques qui prétendent montrer des « illusions » dans le grand récit progressiste, dans les principes démocratiques, dans les positivismes scientifiques sont agglomérées et mises en convergence par Sternhell et versées au dossier de la « formation de l'idéologie fasciste ». Par ailleurs, la question n'est jamais posée de savoir si ces critiques (auxquelles contribuent des gens déconsidérés, mais également des gens demeurés « fréquentables », Freud, Durkheim, Max Weber...) n'étaient pas souvent justifiées, perspicaces et valides. À la différence des théories antisémites et racistes, jugées d'avance, Sternhell ne dit pas que toutes ces critiques épistémiques, sociales et politiques du tournant du siècle sont scélérates ou sophistiques, au contraire même, il les trouve souvent intelligentes, mais il lui suffit de suggérer qu'il y avait des « atomes crochus » qui les rattacheraient à d'autres conceptions plus douteuses et de faire entrevoir leur « destinée » agglomérative si je puis dire, pour qu'elles soient frappées de suspicion.

– Sternhell semble penser en termes de « pente fatale » : la critique des mœurs démocratiques pouvait être juste et partir de bons sentiments, supposons-le, mais, de proche en proche, la « révolte » de ces penseurs dissemblables était « dirigée contre l'ensemble des valeurs léguées par les Lumières et la Révolution française<sup>24</sup> ». Il en résulte que « tous les penseurs qui ont soumis à un examen critique la “religion du progrès” ou l'universalisme abstrait<sup>25</sup> », constate en protestant Pierre-André Taguieff, sont jetés sans ménagement dans le gouffre préfasciste. Je prends le risque d'explicitier ici ce qui agace fondamentalement les critiques de Sternhell : ils décèlent au fond constamment une tendance aux *paralogismes staliniens*, jugements par amalgame, par anachronismes rétrospectifs et « culpabilités objectives ». À cet égard, c'est toute l'entreprise sternhellienne qui est parfois déclarée intenable dans

24. Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire*, p. 23.

25. Pierre-André Taguieff, *Les contre-révolutionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*, Paris, Denoël, 2007, p. 322.

son concept central : « Téléologique, la notion de *préfascisme* est en elle-même absurde », tranche Pascal Ory<sup>26</sup>. La notion implique que les idées antilibérales, nationalistes de 1880 *ne pouvaient que* conduire au fascisme. Sinon, elles ne sont étiquetables « préfascistes » que par un paralogisme anachronique.

– « La démonstration de Sternhell fait surtout ressortir la faiblesse avant 1914... de ce qui allait former le cœur de son imaginaire politique [au fascisme] dans le choc culturel de la Grande Guerre : l'identité guerrière, l'*ethos* de la violence salvatrice et bientôt, dans le sillage de la révolution russe, l'idée de parti unique mettant sous sa coupe l'État et la société<sup>27</sup>. » Autrement dit, le prétendu « préfascisme » ne fait justement pas apparaître, fût-ce dans les doctrines les plus élaborées et typées, ce qui sera l'essentiel du fascisme réel.

– Au bout du compte, c'est la démarche même de l'*histoire des idées* et son statut dans l'historiographie empirique et concrète, et par rapport à celle-ci, qui se trouvent mis en cause. Là où Sternhell entend établir le « véritable poids de l'idéologie dans la croissance du fascisme<sup>28</sup> », les autres historiens ne perçoivent que des rapprochements arbitraires de faits essentiellement composés de mots et de discours, éloignés dans le temps et sans commune mesure avec le fascisme-conquête du pouvoir et le fascisme-régime. Les *idées*, très diverses, des Barrès, Sorel, Pareto, Gentile, sont à mille lieues des *actions* des *squadrates* et des mesures politiques, non moins diverses, du régime de Mussolini. Si choquantes que soient pour certains ou que soient devenues rétrospectivement ces « idées », conçues et diffusées avant 1920, quel rapport, si ténu soit-il, ont-elles avec le gangstérisme des *fasci* ? Or, ce sont ces actions brutales, aussi anti-intellectuelles que possible, et ce régime exaltant la force et le pragmatisme, qui seuls définissent le « fascisme ». Si la définition de la chose « fascisme » est *ici*, alors le rapport de tout ceci avec les essais de Sorel, les romans de Barrès et le théâtre de D'Annunzio est bien incertain et même inconcevable. Rattacher les deux sortes de « phénomènes » dans un même prétendu *idéaltipe*, c'est la machine à coudre et le parapluie de *Maldoror* réunis sur la table de dissection d'un praticien fou. Sternhell écrira à plusieurs reprises que le « fascisme » se rencontre en quelque sorte « à l'état pur » dans les

26. Pascal Ory, *Du fascisme*, Paris, Perrin, 2003, p. 48.

27. Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, coll. « Points/Histoire », 2000, p. 253.

28. Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Maia Ashéri, *op. cit.*, p. 12.

écrits de Barrès et de quelques autres précurseurs, moins adultérés par les besoins de l'action et les compromis. Ce propos, apparemment clair pour l'historien des idées, est jugé absurde par l'historien politique : on comprendrait mieux le « fascisme » dans sa cohérence là où il n'a pas pris le pouvoir et encore mieux là où il n'est resté que la construction d'un homme de lettres ! La thèse des origines partiellement de gauche du fascisme, quant à elle, ne pouvait pas ne pas susciter comme telle la controverse. Le fascisme, répète Sternhell, est un « produit de la crise du marxisme », non moins que du rejet du libéralisme. La droite française se réjouissait probablement de n'être plus seule dans le collimateur, mais les historiens de gauche demeuraient très insatisfaits par la dynamique décrite.

### **Sternhell persiste et étend sa thèse aux années 1920 et 1930**

En 1983, Sternhell fait paraître un nouveau livre, *Ni droite ni gauche*, qui va, pour le coup, déclencher un tir de barrage soutenu, exceptionnellement violent, émanant de *tout* le milieu historique en France<sup>29</sup>. L'étude apparaît comme la suite de *La droite révolutionnaire* qui s'arrêtait en 1914. Ce qu'elle prétend montrer est une « poussée » et une « imprégnation » fascistes étendues dans la France des années 1920 et 1930. L'Israélien avait en principe multiplié les précautions relativement à la portée de ses analyses : « La poussée fasciste [...] depuis le boulangisme jusqu'à Vichy [...] ne constitue incontestablement qu'un courant minoritaire<sup>30</sup>. » Mais avec ces deux catachrèses, « poussée » et « imprégnation » fascistes, il va faire apparaître un phénomène intellectuel complexe et étendu : la formation d'une « certaine sensibilité très largement répandue » et, justement répandue *très au-delà* de ce qui, entre les deux guerres, allait avouer des sympathies fascistes explicites ou même se situer du côté des droites nationalistes autoritaires. Ici encore, ce qui est *intéressant* pour l'historien des idées, c'est-à-dire la description de cette « imprégnation » étendue, fait bondir l'historien positiviste qui va voir,

29. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Fayard, 2000 [Seuil, 1983]. Troisième édition refondue et augmentée d'un essai-préface inédit de 106 pages : « Morphologie et historiographie du fascisme en France ». Suivi de Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Maia Ashéri, *Naissance de l'idéologie fasciste* (voir supra). Voir aussi Shlomo Avineri et Zeev Sternhell, *Europe's Century of Discontent. The Legacies of Fascism, Nazism, and Communism*, Jerusalem, Hebrew University Magnes Press, 2003.

30. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983, p. 41.

avec une véritable indignation, absorbés dans la prétendue « nébuleuse » fasciste des individus qui, en leur temps, se croyaient, et se situaient apparemment « objectivement », à grande distance.

La thèse de *Ni droite ni gauche*, énoncée d'entrée de jeu, va traumatiser les adversaires, de plus en plus nombreux, de Sternhell :

C'est en France que la droite radicale acquiert le plus rapidement les caractéristiques essentielles du fascisme. [...] Plus qu'ailleurs, c'est en France que fleurissent toutes les chapelles du fascisme, tous les clans et groupuscules imaginables<sup>31</sup>.

Le fascisme en France, en dépit de sa faiblesse politique, se rapproche le plus du type idéal, de l'idée de fascisme au sens platonicien du terme<sup>32</sup>.

Ce genre de spéculation idéaltypique censément cantonnée dans le pur empyrée des discours a exaspéré. D'autant que Sternhell, s'il en concède (ce n'est pas le problème qui lui importe) la « faiblesse politique », voit le fascisme français comme ayant eu une influence décisive *ailleurs* : les Italiens ont emprunté en bloc leurs idées et programme aux doctrines françaises d'avant-guerre (au premier chef, à Sorel et à Barrès) ! Thèse qui révoltait déjà dans *La droite révolutionnaire* et qui est réaffirmée ici avec force données nouvelles.

Dans ce que Sternhell décrit comme « imprégnation fasciste<sup>33</sup> », comme la « fascisation de certains courants de pensée<sup>34</sup> » figurent notamment en bonne place Emmanuel Mounier et les personnalistes chrétiens de la revue *Esprit*. Cette inclusion sera au cœur des polémiques. *Ni droite ni gauche* précise bien que Mounier en son temps rejette le fascisme, comme il abomine le franquisme du reste ; de fait, le personnalisme est une réplique catholique à la montée des « totalitarismes » (« totalitarisme », ce fut *d'abord* un mot-clé des milieux catholiques de 1930). Mais Sternhell ajoute que « nul ne peut nier que la violente critique du “désordre établi” rejoint celle des fascistes<sup>35</sup> ». « S'il est absurde de voir dans Mounier un des “jeunes Turcs”, un des hussards du fascisme, il importe de ne pas amoindrir la place occupée par l'équipe d'*Esprit* dans la création de cette confusion intellectuelle des

31. *Ibid.*, p. 1.

32. *Ibid.*, p. 40.

33. La formule « imprégnation fasciste » est de Raoul Girardet, 1955, mais Zeev Sternhell lui donne une portée plus étendue.

34. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche*, 1983, p. 10.

35. *Ibid.*, p. 299.

années 1930<sup>36</sup>. » « Fasciste sans le savoir », lit-on en page 311 de la version originale ! Avec de telles formules, on règle évidemment son compte à n'importe qui. En fait, la démarche de Sternhell le conduit à trouver des imprégnations et des ramifications fascistes chez tous les non-conformistes des années 1930 puisque tous, et notamment les personnalistes, cherchaient une « troisième voie » entre deux rejets, celui du capitalisme libéral et celui du socialisme bolchevique, tout en étant fort peu enthousiastes de la démocratie parlementaire et en avouant souvent un sentiment d'infériorité des démocraties face à la dynamique conquérante et modernisatrice des régimes fascistes. « L'imprégnation fasciste fut bien plus profonde et les milieux touchés bien plus nombreux qu'on ne l'imagine ou qu'on ne le reconnaît d'ordinaire<sup>37</sup> », résume Sternhell. La thèse *immunitaire* en prenait un coup, mais les « immunitaristes » vont faire front !

Pour aggraver son cas, Sternhell souligne à grands traits, dans la « synthèse fasciste », l'apport des socialistes *dits* révisionnistes, Hendrik De Man, Marcel Déat, etc. Il radicalise même sa thèse connexe qui avait fait hurler et qui pose que le fascisme français prend ses sources et ses hommes « beaucoup plus à gauche qu'à droite<sup>38</sup> ». « Du boulangisme à la collaboration, la gauche française n'a cessé d'alimenter les formations de droite et d'extrême droite<sup>39</sup>. »

### Feu nourri contre *Ni droite ni gauche*

Un déferlement d'articles hostiles dans les grandes revues historiennes en 1983 et 1984 accueille *Ni droite ni gauche*. Jacques Julliard<sup>40</sup>, Michel Winock, Serge Berstein et plusieurs autres vont exposer dans de substantiels articles leurs multiples objections à la thèse et à la méthode.

Jacques Julliard, historien du syndicalisme, débute son compte rendu dans *Annales*, qui commence en éloge et finit en éreintement, par une description de l'effet de pavé dans la mare obtenu par un ouvrage qui n'a pas seulement interpellé les spécialistes, mais choqué un vaste public par l'entremise de la grande presse, laquelle a multiplié les articles pour mais surtout contre :

36. *Ibid.*, p. 303.

37. *Ibid.*, p. 21.

38. *Ibid.*, p. 127.

39. *Idem*.

40. Celui-ci déclenche le tir avec « Sur un fascisme imaginaire », *Annales*, vol. 39, n° 4, 1984, p. 849-861.

Voici un livre qui dès sa parution a donné lieu à un ample débat et à des controverses passionnées : articles dans les quotidiens, les hebdomadaires, les mensuels, interviews, polémiques, procès même [voir plus loin à ce propos]. Ce n'est pas un mince mérite, l'historiographie française aborde souvent les sujets d'histoire contemporaine avec tant de retenue et de timidité qu'il faut l'intervention d'historiens étrangers — Zeev Sternhell, excellent connaisseur de la France, est israélien — pour que soient débloqués des problèmes considérés comme tabous<sup>41</sup>.

Julliard perçoit ce qui est en jeu et qui est bien autre chose qu'une conceptualisation historiographique. Le mot de « fascisme » possède une « charge émotionnelle très forte ». Quand Sternhell fait de Maurice Barrès un des créateurs de l'idéologie fasciste, quand il fait de Mounier un compagnon de route du fascisme, il ne suggère pas que ces intellectuels ont « une responsabilité même indirecte » dans les chambres à gaz, mais « l'enjeu politico-éthique d'un pareil qualificatif est extrêmement lourd ».

Julliard repère dans *Ni droite ni gauche*, avec justesse je pense du point de vue qui est le sien, une proposition-clé qui scelle le malentendu entre Sternhell et ses détracteurs. Elle se lit à la page 293 de l'originale : le fascisme en France

n'a jamais dépassé le stade de la théorie et n'a jamais souffert des compromissions inévitables qui faussent toujours d'une façon ou d'une autre l'idéologie officielle d'un régime. Ainsi on pénètre sa signification profonde et, en saisissant l'idéologie fasciste à ses origines, dans son processus d'incubation, on a abouti à une perception plus fidèle des mentalités et des comportements.

Pour Julliard, tout le différend entre l'historien des idées et ses détracteurs est résumé ici : pour l'historien « tout court », les idées/idéologies pures, dans leur cohérence, n'ont qu'un faible intérêt ; l'idéologie « contestataire, séduisante, brillante » dont Sternhell étudie la genèse et la diffusion ne serait qu'une curiosité historique si le fascisme, sans doute adultéré par les nécessités du pouvoir, n'était devenu un régime et une pratique de terreur concrets.

Nous voyons s'établir un dialogue de sourds dans la mesure où l'Israélien ne disconviendrait pas de tout ceci, mais où l'objection, supposée décisive, du « fascisme concret » ne disqualifie aucunement la démarche et la méthode généalogiques. C'est donc la problématique

41. Jacques Julliard, art. cit., p. 849.

même d'une histoire des idées, laquelle scotomise dans une large mesure les événements « concrets » et les passages à l'acte parfois très ultérieurs, qui ne fait pas critère du seul poids immédiat des doctrines, pour suivre en moyenne durée des influences, des « imprégnations » et des *avatars*, qui est mise en question.

Le plus souvent cité des articles hostiles à *Ni droite ni gauche* a été signé par Serge Bernstein<sup>42</sup>. Bernstein, historien du Parti radical et des classes moyennes de l'entre-deux-guerres, se met en devoir de contredire point par point les thèses de l'historien israélien et de les réfuter systématiquement de façon déplaisante et aigre. « À la question déjà passablement obscure du fascisme français, le livre de Zeev Sternhell vient d'ajouter son poids de confusion<sup>43</sup>. » Sternhell ne définit nulle part l'objet de son étude. Selon les personnes et mouvements mis en cause, son concept de fascisme change du tout au tout. La thèse globale est « caricaturale » : l'historien tire sur tout ce qui bouge en ignorant le contexte historique et la chronologie ; il a ainsi recours au paralogisme regrettable du « futur qui éclaire le passé » : tel qui se ralliera à Vichy est censé montrer *déjà* son futur visage de pétainiste dans ses écrits des années 1930. Dès lors, Sternhell « distribue l'épithète *fasciste* [...] avec une allégresse déconcertante<sup>44</sup> ».

« Allergie » est le nouveau terme-clé de la réfutation, il remplace « immunité » : il y avait ici et là des « germes de fascisme », et nul ne s'en étonnerait dans la conjoncture, mais, fondamentalement, contredit Bernstein, « aucun parti fasciste n'a pu prendre racine en France » car la culture politique française y est restée « allergique<sup>45</sup> », à l'exception d'une poignée d'intellectuels « impuissants à oblitérer durablement la profondeur de la culture démocratique en France<sup>46</sup> » et dont l'Israélien surestime le nombre et l'influence. Des « germes », c'est-à-dire des éléments partiels épars qui ne s'aggloméreront pas : « une partie des thèmes du fascisme pénètre la société française dans ses profondeurs sans que, pour autant, ces éléments épars suffisent à définir un fascisme français, faute d'être rassemblés en un tout cohérent<sup>47</sup>. » Ainsi,

42. Serge Bernstein, « La France des années 1930 allergique au fascisme. À propos d'un livre de Zeev Sternhell », *Vingtième siècle*, n° 2, 1984, p. 83-94.

43. *Ibid.*, p. 83.

44. *Idem.*

45. « Imperméabilité » de la France, varie-t-il (*ibid.*, p. 92).

46. *Ibid.*, p. 94.

47. *Ibid.*, p. 90.

l'antisémitisme a pu faire des « progrès considérables » au cours des années 1930. Le discrédit de la démocratie parlementaire, l'aspiration à un pouvoir fort, la recherche de « l'homme fort » ont pu se répandre dans l'opinion : aucun rapport avec le fascisme, du moins avec un fascisme qui n'est identifiable que lorsque constitué en un « tout ». La gesticulation paramilitaire des ligues, la mobilisation par camions des « dispos » (des Croix-de-feu) ne dépassent « guère le stade du rallye automobile<sup>48</sup> ». On voit la méthode qui consiste à concéder l'existence de composantes éparses, lesquelles trahissent certes une crise démocratique, mais en ne consentant à identifier comme « fascisme » qu'un *tout* absent qui serait la synthèse totalitaire de tous ces « germes ». Non seulement le « fascisme » selon Sternhell est trop large et demeure indéfini, mais cette conception extensive est aggravée par un présupposé, par un implicite permanent qui demeure également non justifié ni expliqué : celui d'un déterminisme, d'une *fatalité* de la « dérive » fascisante de toutes les dissidences, de tous les non-conformismes<sup>49</sup>, sommairement assimilés à un rejet, en dernière analyse, des valeurs « des Lumières ».

Serge Berstein croit déceler une autre erreur de raisonnement fondamentale. Les idées épinglées par son adversaire ne sont pas *intrinsèquement* fascistes ; ceci peut se montrer en remontant leur genèse. C'est au contraire le fascisme (italien notamment) qui emprunte avec éclectisme et opportunisme des éléments — corporatisme, planisme, étatismes — qui appartiennent à « une nébuleuse » de projets et de contre-propositions beaucoup plus vaste qui vont du catholicisme social au radicalisme. Sternhell lui-même le concède, mais d'une manière qui interloque ses adversaires parce qu'elle semble appeler une explication qui ne vient pas : intrinsèquement « il n'y avait aucune raison » que le planisme mène au fascisme, *mais*, ajoute-t-il, dans les années 1930, de tels projets « contribuent à nourrir<sup>50</sup> » la bête immonde. Est-ce un constat, une fatalité encore une fois, l'indication d'une imprudence coupable ?

Sternhell ne perçoit pas, ni ne cherche à trouver, ce qui fait le *propre* du fascisme. Le fascisme, pose Berstein, est « inséparable de sa pratique,

48. *Idem.*

49. On connaît le livre de J.-L. Loubet del Bayle sur *Les non-conformistes des années 1930*, Paris, Seuil, 1969.

50. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche*, 1983, p. 159.

le totalitarisme<sup>51</sup>», il implique le primat d'une idéologie qui prétend encadrer les masses, contrôler toute la vie des citoyens et la remodeler entièrement, notamment en instituant un parti unique. Sans un tel critère, tous les chercheurs d'une «troisième voie» entre libre essor du capitalisme exploiteur et nivellement bolchevik, tous ceux qui diagnostiquent une «crise» de la démocratie libérale et cherchent d'autres issues vont être absorbés, comme le fait effectivement Sternhell, dans un fascisme sans rivage avec le blâme qu'implique cette absorption. Si le projet totalitaire est *le propre* du fascisme, paramètre ou critère que Sternhell n'envisage même pas, alors, derechef, il n'y a pas eu de fascisme en France, ni en forme de programme ni en mouvements.

La suggestion que Thierry Maulnier ou Emmanuel Mounier et les gens d'*Esprit* étaient «fascistes sans le savoir» (et même en croyant savoir le contraire) choque encore plus les historiens qui se donnent pour «positifs». Antilibéraux, anticomunistes, spiritualistes «écœurés» par le matérialisme moderne, désolés par la «décadence» de la France, appelant à un sursaut vigoureux, à une régénération, admirateurs sous certains aspects des régimes de Mussolini, de Salazar, les personnalistes étaient tout ceci, mais «fascistes» non !

Pourquoi alors la «virtualité fasciste» qui existait partout en Europe ne s'est-elle pas concrétisée en France ? Parce que la culture politique française y était «impermeable<sup>52</sup>». Les chefs de l'extrême droite étaient médiocres et peu résolus, certes, mais ceci n'explique pas tout. Même La Rocque, même Doriot ne sortent pas du cadre républicain et ne proposent rien qui «soit incompatible avec les traditions nationales<sup>53</sup>». Les «vieilles démocraties», dont éminemment la France, ont «échappé» au fascisme.

Après ce tir de barrage dont je ne rappelle que les deux plus significatives escarmouches, force est de constater cependant que, sans lui offrir d'armistice, les historiens français vont faire la part du feu et concéder implicitement que Sternhell a mis en lumière bien des données omises ou refoulées et posé des questions qu'on ne pouvait désormais intégralement écarter. Une large révision s'ensuivra, mais en dépit de cette évolution sous cape, les historiens autochtones vont continuer de s'attacher à un fascisme français *minoré en dernière analyse*.

51. Serge Berstein, art. cit., p. 88.

52. *Ibid.*, p. 92.

53. *Ibid.*, p. 94.

La réaction indignée au livre de Sternhell ira jusque devant les cours de justice, car tous les « étiquetés fascistes » par lui n'étaient pas morts, il s'en fallait. Bertrand de Jouvenel, né en 1903, juriste et économiste libéral de l'après-guerre, au parcours politique passablement zigzagant et qui en 1945 avait échappé de peu à l'épuration, va traîner l'historien israélien devant les tribunaux pour diffamation : il gagnera son procès, mais le tribunal n'ordonnera pas la suppression de passages litigieux qui font de lui un des intellectuels « les plus engagés » en faveur du fascisme — sorte de jugement de Salomon qui montre comme il est difficile de trancher dans un prétoire d'une dispute historiographique. Sternhell n'était pas homme à se laisser intimider par des poursuites. Dans la traduction américaine *Neither Right nor Left*<sup>54</sup> et dans la réédition française de 2000, Bertrand de Jouvenel demeure désigné comme un individu qui a joué « un rôle qui est loin d'être négligeable dans la formation d'un certain esprit fasciste<sup>55</sup> ».

### Le fascisme français et les limites de l'histoire des idées selon Michel Winock

Historien de la III<sup>e</sup> République, Michel Winock va accueillir lui aussi *Ni droite ni gauche* avec bien des réserves, mais sans s'embarquer dans une réfutation globale<sup>56</sup>. Il admet au contraire la « démonstration » de l'Israélien selon laquelle le boulangisme et l'antisémitisme de Drumont et Cie marquent l'émergence d'une *quatrième droite*, non intégrable au schéma ternaire de Rémond, nouvelle droite qui trouvera son grand intellectuel en la personne de Barrès. Il perçoit comme significatif le rapprochement de celle-ci avec l'ultra-gauche syndicaliste-révolutionnaire. Il accepte de qualifier les idées de Georges Sorel, d'Édouard Berth, des *Cahiers Proudhon* de contribution au « préfascisme ». Pour les années 1930, il apprécie dûment « l'originalité du travail » de Sternhell qui est, dit-il, de s'intéresser aux ravages du « fascisme inconscient ». Il voit dans le révisionnisme marxiste à la De Man une tentative de penser un socialisme « sans prolétariat et sans démocratie » qui sera une

54. Zeev Sternhell, *Neither Right nor Left. Fascist Ideology in France*, Berkeley, University of California Press, 1986.

55. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Fayard, 2000, p. 131.

56. Michel Winock, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », *Le débat*, n° 25, mai 1983, repris dans *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, coll. « Points/Histoire », 1990.

des voies du fascisme. En somme, Sternhell est un « remarquable chercheur » — duquel il est permis toutefois de débattre de la méthode et de l'interprétation des faits.

Sternhell privilégie outrancièrement ce qui va dans le sens de sa thèse et scotomise le reste ; il accentue indûment des cohérences qui n'apparaissent qu'*a posteriori*. Tout esprit hétérodoxe et critique dans les années 1930 finit par être considéré peu ou prou fasciste. Sternhell est en outre porté à l'interprétation téléologique : le leader socialiste belge Hendrik De Man ne semble écrire *Au delà du marxisme* dans les années 1920 que pour collaborer avec l'occupant en 1940...

L'objection la plus globale de Winock, celle qui vise l'essence de la démarche sternhellienne tient au genre pratiqué, celui, dit-il, de la « pure histoire des idées ». La conception sublimée et détachée du concret qu'en semble entretenir Sternhell et de laquelle découle la place « ténue » qu'il accorde à la Grande Guerre et le fait que ce qui pour les historiens « empiriques » est l'essentiel du fascisme, à savoir la conquête du pouvoir, est absolument accessoire chez lui, semble à Winock réductrice et ultimement décevante. « Elle suit la logique des mots sans pénétrer la résistance des choses ni la force des émotions individuelles et collectives devant l'événement<sup>57</sup>. » La brièveté d'existence de certains mouvements « fascistes », leur recrutement limité, le peu d'influence exercé par certaines doctrines à coup sûr qualifiables de « fascistes », tout ceci devrait avoir au moins autant d'importance que la seule apparition de tels phénomènes idéologiques. (Alors que tout au contraire, et puisque Winock est un spécialiste de l'antisémitisme français, il est bien placé pour souligner le contraste, *La France juive*, *La Croix*, *La Libre parole* non seulement développaient une idéologie haineuse spécifique, mais parlaient à des milliers d'individus.)

### La réplique de Sternhell à ses détracteurs

Dans la dernière réédition, celle de 2000 à Bruxelles<sup>58</sup>, de *Ni droite ni gauche*, l'historien israélien va conter tout au long, dans un essai-préface inédit de 106 pages, « Morphologie et historiographie du fascisme en France », de son point de vue bien entendu et du point de vue

57. *Ibid.*, p. 241.

58. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000. On verra aussi « Fascism. Reflections on the Fate of Ideas in 20<sup>th</sup> Century History », *Journal of Political Ideologies*, vol. 2, 2000, p. 139-162.

de thèses sur lesquelles il persiste et signe sans éprouver le besoin de les amender d'un iota, le quart de siècle d'attaques soutenues que les livres et leur auteur ont générées, — attaques de toute une génération post-rémondienne, attaques qu'il attribue au « consensus de la rue Saint-Guillaume<sup>59</sup> », à une coalition mandarinale et parisienne de mauvaise foi, désireuse de « passer l'éponge », conformiste, rigide et chauvine, arc boutée sur l'insoutenable thèse de l'« immunité ». Tous ses objecteurs ne pouvant « nier l'existence » d'une longue tradition historiciste en France et du « refus des Lumières » (ce qui implique qu'ils souhaiteraient la nier s'ils le pouvaient) « ont préféré en sous-estimer l'importance ».

On s'arrêtera d'abord aux paragraphes où l'Israélien consent à préciser la place qui revient selon lui à *l'histoire des idées* — et pourquoi celle-ci dérange tant (l'explication par la mauvaise foi et la pusillanimité intellectuelle de l'adversaire persiste en ce contexte) :

En montrant clairement comment la chute de la démocratie en France, tout comme en Allemagne et en Italie, émanait d'une longue tradition de combat contre ses principes philosophiques et ses bases morales, cette discipline qui explore la structure des systèmes de pensée, leur logique et leur influence en termes de longue durée était d'entrée en matière suspecte : n'avait-elle pas le malheur de mettre le doigt sur la plaie ? [...] Quelle autre discipline est capable de mieux saisir la signification de constructions intellectuelles, l'ébranlement des valeurs d'une civilisation et la traduction en termes politiques des changements qui interviennent<sup>60</sup> ?

Parente pauvre des sciences humaines en France, l'histoire des idées n'a pas le statut et le prestige dont elle dispose dans les mondes anglo-saxons et allemand. En Allemagne, patrie de la *Geisteswissenschaft*, nul ne rejette la légitimité d'une généalogie du national-socialisme où figureront plusieurs « grands penseurs » du xix<sup>e</sup> siècle non moins que le tout-venant des idéologues *völkisch*. Dans l'Anglophonie, les œuvres d'Arthur Lovejoy, de Collingwood, d'Isaiah Berlin, de Karl Löwith, Christopher Hill, J. G. A. Pocock, Richard Popkin, Michael Walzer et de bien d'autres jouissent d'un statut et d'une légitimité académiques qui n'ont pas d'équivalent dans le monde francophone<sup>61</sup>. Le *Journal of the History of Ideas* paraît aux États-Unis depuis soixante-dix ans. En France, en dépit de quelques figures éminentes — Sternhell n'évoque qu'Aron, il aurait pu citer Pierre Bénichou, Joseph Gabel *et al.* —, la

59. Siècle de Science po.

60. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000, p. 12.

61. « *Ideengeschichte* » ainsi que « *der traditionellen Geistesgeschichte* ».

discipline manque de crédibilité, ce qui permet au premier venu de contester, sous le prétexte que l'histoire « tout court » ne s'intéresse, à bon droit, qu'aux événements concrets et n'a pas à conjecturer sur la longue durée des influences, le *poids des idées dans l'histoire* et, nommé-ment, « le poids historique du refus continu de la démocratie<sup>62</sup> » en France. Sternhell évoque les grands travaux des Roger Eatwell, Stanley Payne, Roger Griffin sur le « fascisme générique », sur la naissance et la singularité de l'idéologie fasciste et sur le rôle politique et concret de cette idéologie dans l'histoire du siècle. Il a parfaitement raison de rappeler une évidence brutale : les historiens français connaissent mal la recherche étrangère et en suivent fort peu l'évolution dans la mesure où leur formation et un chauvinisme académique certain les dissuadent de s'y intéresser.

La suite de cette nouvelle « Introduction » forme un réquisitoire en règle contre l'école historienne française qui poursuit, accuse l'Israélien, depuis les années 1950 « un long travail de banalisation et de refoulement<sup>63</sup> » fort commode pour les susceptibilités nationales. L'idée narcissique de la « spécificité française » forme une idéologie fallacieuse et chauvine dont on peut suivre le développement depuis la Libération, avec les écrits d'André Siegfried, « idée » au service de laquelle les historiens hexagonaux unanimes de deux générations se sont mis.

Des « tendances apologétiques » se sont fait également jour en Allemagne (voir le fameux et violent *Historikerstreit* autour des théories de Nolte qui cherchait à atténuer la responsabilité allemande dans le malheur du siècle) et en Italie, mais elles ont aussi été vigoureusement contrées. Pas vraiment en France...

## Deux attaques récentes contre le « mythe de l'allergie française »

Michel Dobry, professeur à Paris I, est un sociologue connu. Il avait dès 1989 exposé ses objections à l'incroyable thèse immunitaire dans un article de la *Revue française de sociologie*<sup>64</sup>. Ce n'est pas par hasard si c'est un sociologue et non un historien qui décide, en 2003, qu'il est temps, de Paris même, d'en finir une fois pour toutes avec le « mythe » immunitaire

62. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche*, 2000, p. 13.

63. *Ibid.*, p. 15.

64. Michel Dobry, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la Révolution fasciste », *Revue française de sociologie*, vol. 30, n<sup>os</sup> 3-4, 1989, p. 511-533.

et ses avatars édulcorés. La « discipline » historienne campe sur ses positions : les collaborateurs du volume collectif que Dobry produit, *Le mythe de l'allergie française au fascisme*<sup>65</sup>, sont soit des étrangers comme Robert Paxton, Brian Jenkins, Sternhell lui-même, soit des Français situés en dehors du milieu historien « officiel » ou à sa périphérie.

La thèse immunitaire, pose M. Dobry dans l'« Introduction » — ce propos résume tout l'ouvrage —, « constitue une interprétation historique entièrement inacceptable<sup>66</sup> ». Elle forme « une étrange interprétation historique soutenue avec continuité, obstination, hargne parfois et pas mal d'aveuglement [...] par un groupe de spécialistes français d'histoire politique contemporaine<sup>67</sup> ». Au début, elle trouvait à s'expliquer, dans les années 1950-1960, par la volonté répandue, surtout à droite, de tourner la page sur Vichy et la collaboration. De sorte que finalement la thèse a été essentiellement mise à mal par des étrangers : Sternhell, Paxton, Soucy, Passmore<sup>68</sup> et par seulement quelques rares Français<sup>69</sup>. Les historiens français pendant un demi-siècle ont répété, recyclé, adapté, amendé, parfois largement, tout en résistant sur ce qui leur était apparemment essentiel : « sauvegarder l'exceptionnalisme prêté à la société française<sup>70</sup> ».

Le mythe allergique se donne une apparence de rationalité argumentée dans la mesure où il relève d'abord du « simple acte de classer » tel courant, tel parti comme « fascisme », ou « fascisme authentique », ou bien pas fascisme — en semblant croire pouvoir déterminer des différences de nature ou d'essence entre lesquelles il y aurait des frontières infranchissables, étanches, et en dehors desquelles *le fascisme ne passera pas !* Rejeter la thèse immunitaire ne consistera donc pas à reclasser autrement, mais à chercher à identifier des dynamiques, des évolutions, des enchaînements et des positionnements (par exemple les concurrences entre les différentes droites extra-parlementaires) et à adopter une perspective relationnelle.

65. Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, coll. « Bibliothèque Albin Michel des idées », 2003.

66. *Ibid.*, p. 17.

67. *Ibid.*, p. 8.

68. Dans *From Liberalism to Fascism : The Right in a French Province, 1928-1939*, le Britannique Kevin Passmore étudie la radicalisation de la droite dans le département du Rhône et le Lyonnais (Cambridge, Cambridge University Press, 1997).

69. Comme Jacques Nobécourt qui est mentionné, auteur d'une bonne biographie du colonel de La Rocque (*Le colonel de La Rocque ou Les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996).

70. Michel Dobry, *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, p. 11.

Juger et classer hors fascisme les « ligues » des années 1930 à l'aune d'une hypostase extrapolée des régimes fasciste et nazi au pouvoir (et en voie de radicalisation) est encore plus absurde *a priori*. Si on élit une définition étroite du fascisme déduite d'un projet totalitaire en cours d'exécution, on aboutit inmanquablement à « dédouaner » sans éclairer les dynamiques historiques. Si on commet l'erreur de méthode d'interpréter les processus historiques en termes de « résultats » et d'en tirer que les résultats effectifs révéleraient rétroactivement la nature du phénomène, comme ni La Rocque, ni Taittinger, ni Valois n'ont pris le pouvoir ni instauré un régime « totalitaire », et pour cause, on « dédouane » non moins vainement, car il devient exclu de pouvoir les qualifier de « pleinement » fascistes, ou même fascistes du tout. Ici se scelle le dialogue de sourds entre historiens *résultistes* et historiens des idées pour qui cette démarche réductionniste est exclue d'emblée.

Quant à la doctrine qui, depuis René Rémond, prétend expliquer la prétendue exception française par l'idée vague de la « solidité » de la culture démocratique, elle est non moins insoutenable — et c'est *justement* elle que les livres successifs de Sternhell ont mise avant tout à mal. Car enfin, cette culture démocratique accouche tout de même vers 1930 de puissants mouvements qu'on peut étiqueter comme on voudra, mais qui rassemblent des millions de gens et qui sont, en tout cas, antidémocrates non moins que xénophobes !

Michel Dobry se met ensuite à chercher à répondre à la question qui découle de tout ceci : *pourquoi* cinquante ans de persistance sur un axiome stérile et indéfendable ? Si tous les intervenants successifs n'ont pas eu la même motivation pour *persister*, on ne peut écarter ni une sorte de patriotisme naïvement chauvin des historiens en position dominante, ni surtout les enjeux propres à la vie académique et aux effets de conformité / -isme qu'elle détermine. Toutefois, un trait méthodologique propre à la tradition disciplinaire intervient concurremment : cette démarche qui consiste à classer les choses en cherchant d'abord un *étalon*, mais sans se demander quelle en est la pertinence heuristique — ici, l'étalon étant tiré de ce qui caractérise les régimes fascistes une fois au pouvoir ! Des paradigmes simplement inadéquats aggravent l'erreur de cette démarche taxinomique, celui notamment de la *centralité* du fascisme / nazisme — ce qui, rétroactivement, est vrai, mais ne l'est pas pour l'intelligence des phénomènes en leurs temps et conjoncture.

Tout ceci reste aggravé par le fait que les historiens hexagonaux, superbement, ne prennent pas connaissance de la recherche en langue étrangère et ne sont pas au courant de l'état international des théories.

Un des collaborateurs du livre de Michel Dobry, Brian Jenkins, auteur de *Nationalism in France*, a dirigé et publié tout récemment un autre collectif encore qui reprend et adapte certains textes du livre français pour le public américain, public auquel est exposée tout du long la querelle entre immunitaristes et «dobrystes» : *France in the Era of Fascism*<sup>71</sup>. Lui aussi, Jenkins, tout en concluant que la controverse est devenue stérile, souligne le fait que les deux «camps» opposent essentiellement des mandarins français à des *challengers* étrangers : ceci suffit-il à expliquer le caractère têtu de cette interminable résistance ? Ce dernier livre sur le demi-siècle de controverses place la persistance de la thèse immunitaire sur le terrain de la pure «passion» : pas seulement l'orgueil académique, précise-t-il, mais la dénégation chauvine qui fait qu'en 2005 encore, la proposition selon laquelle la France des années 1930 était «immunisée» contre le fascisme est demeurée «obstinément intacte»<sup>72</sup>. Non moins accablant, ajoute-t-il, est le «front uni maintenu par tant d'historiens de valeur dans leur engagement envers cette cause»<sup>73</sup> ultimement absurde. C'est devenu un lieu commun agacé de plusieurs historiens anglo-saxons face à leurs collègues français : comment diable font-ils pour s'obstiner à ce point<sup>74</sup> ?

### La thèse immunitaire : controverses interminables et persistance

Pourquoi alors un demi-siècle de persistance et de résistance ? Obstination d'orgueil académique et solidarité de groupe, forme de chauvinisme naïf et têtu ? La thèse des «Trois droites» en 1954 valait ce qu'elle valait, mais elle était éminemment de nature à appeler des correctifs et puis un jour la réfutation, la «falsification» qui est la seule voie par laquelle une discipline des sciences humaines progresse.

En somme, le «vrai» problème, le reproche que l'on peut faire à l'historiographie française sont moins d'avoir pinaillé indéfiniment sur

71. Brian Jenkins (dir.), *France in the Era of Fascism. Essays on the French Authoritarian Right*, New York, Berghahn, 2005.

72. *Ibid.*, p. 3.

73. *Ibid.*, p. 4.

74. Voir John Bingham, «Defining French Fascism, Finding Fascists in France», *Canadian Journal of History*, vol. 29, n° 3, 1994, p. 525-543.

le *fascisme-ou-pas* que de n'avoir pas orienté, il y a de nombreuses années déjà, les doctorants vers ces « beaux sujets » à prendre que sont les ligues, les mouvements, les « courants d'idées », les périodiques, les intellectuels petits et grands censés avoir formé le personnel fascisant.

Il me faut donc spéculer pour conclure sur les motifs, qui sont sans nul doute intriqués et divers, de ce demi-siècle de controverses, d'objections et contre-objections, définitions et contre-définitions dont la vanité principielle saute aux yeux pour qui aurait hâte de passer à autre chose : il n'est évidemment pas de définition indubitablement vraie ni de test juridiquement solide pour qualifier ou non de « fasciste » qui ou quoi que ce soit. Mais l'affaire n'est pas simple. Car il n'est pas non plus de travail historiographique qui puisse se passer d'idéaltypes tels que « fascisme » et de critères définitoires — faute desquels l'histoire ne serait qu'une suite d'arbres masquant à jamais la forêt.

Je ne puis écarter tout d'abord l'hypothèse du chauvinisme et du conformisme comme formant une partie de l'explication de la persistance de la thèse *immunitaire*. On demeure sous l'impression que la défense contre vents et marées de cette thèse en dépit d'amendements et de contorsions phraséologiques a été, pour deux générations d'historiens français, plus ou moins consciemment, une affaire patriotique — celle de préserver l'image prestigieuse d'une France, fille de la Révolution.

J'ai suggéré concurremment — je ne cherche pas à arbitrer une motivation ultime — que le long consensus français a visé, au moins à ses débuts, à écarter la conception hyperbolique du « péril fasciste » propagée par la gauche du temps du Front populaire et prorogée/instrumentalisée après la guerre par le Parti communiste. Les historiens devaient légitimer leur « rigueur » savante sur un terrain où les événements et les mouvements de naguère avaient déjà été *nommés et dénoncés* de façon militante. Pour certains historiens de droite, la critique de l'inflation abusive et de la diabolisation du « fascisme » ne pouvait que déboucher sur le procès en règle d'un antifascisme décrété imposteur, manipulé par les staliniens. Or, de tels enjeux, bien tangibles dans les querelles franco-françaises, ne pouvaient préoccuper beaucoup les historiens non français.

Cette différence d'approche est aggravée toutefois par le fait, celui-ci intrinsèquement erroné car non pertinent en soi, que l'idéaltype bricolé par les Français pour dégager la singularité alléguée de ce qui se passe en France est une *hypostase* des caractères des fascismes (en

l'espèce italien et allemand) venus au pouvoir et en voie de radicalisation cumulative. Si on posait, comme le fait Robert O. Paxton pour « fascisme » dans son *Anatomy of Fascism*<sup>75</sup>, que les notions historiographiques doivent être intégralement redéfinies à *chaque étape* de leur concrétisation et actualisation, on ne commettrait pas une telle erreur de non-pertinence.

L'autre grande source de malentendus est le fait même de l'histoire des idées dans son rapport mal élucidé à l'histoire-tout-court. Dans la mesure où la *théorie* de l'histoire des idées, avec pour corrélats celle des précautions qu'appellent les rapprochements, enchaînements, glissements subreptices, « imprégnations », filiations et descendance qu'elle s'évertue à dégager constamment et celle de la distinction à maintenir entre la carte des discours et le terrain concret de la vie politique, économique et sociale, n'est pas faite, pas même ébauchée — et certainement pas, il me faut l'admettre, par Zeev Sternhell qui n'explique guère ses associations suspicieuses par engendrement, glissement ou contiguïtés, ni ses étiquetages réprobateurs constants —, les objections résumées plus haut d'un Michel Winock me semblent en partie fondées. Je pense que la controverse tient notamment à une mécompréhension, par tous les historiens en lice, et de part et d'autre, de la légitimité et des limites inhérentes à ce *genre* historiographique qui a un potentiel herméneutique fort, sous-estimé par beaucoup d'esprits qui se posent comme « concrets » et ne commencent à voir le fascisme que lorsqu'il s'organise en *squadri* et fait régner la terreur, un potentiel qui peut faire percevoir une genèse, des tendances hégémoniques et des « pentes » redoutables, mais qui ne peut non plus conclure en demeurant dans l'empyrée de la « pure » production discursive.

Il me semble que deux écueils appariés compromettent fréquemment la justesse de l'histoire des idées et sont la contrepartie de son potentiel de perspicacité et même de son caractère « généalogiste » justement *suspiceux* : l'un, pour dire les choses sommairement, consiste à muer les enchaînements tortueux d'une généalogie intellectuelle en un déterminisme de « pentes fatales » aperçues *a posteriori* et à réprimander des imprudences fatales *by hindsight*, dit l'anglais, c'est-à-dire qui ne paraissent telles que rétrospectivement (et les contiguïtés et voisinages en complicités) ; l'autre, qui est inséparable du premier,

75. Robert O. Paxton, *Anatomy of Fascism*, New York, Knopf, 2004. En livre de poche : Vintage Books, 2005.

revient à passer subrepticement de la mise en place d'une diachronie d'émergence et d'agrégation d'idées éparses en un ultérieur « système » — et à la catastrophe que celui-ci engendre — à un jugement politico-moral non moins *rétrodictif* articulé à divers paralogismes *ex post facto*. C'est-à-dire à combiner, en des énoncés fréquemment équivoques, anachronisme, finalisme et moralisme (sans assumer évidemment cette trinité sophistique).

S'il s'agit de rappeler à l'historien des idées que les entités dont il fait la synthèse se construisent dans la durée, par étapes, en fonction des changements du monde réel, avec des seuils qualitatifs à repérer et des variantes polarisées, qu'elles ne sont pas *des entéléchies possédant ab ovo tout le potentiel de leur déploiement*, que dès lors l'historien doit ordonner, distinguer et périodiser une évolution et non pas enchaîner le tout de façon déterministe, l'objection a du bon et du vrai. *Mais* elle manque sa cible et se mue en une exigence abusive si elle prétend fixer un critère minimum en deçà duquel il n'est pas permis de qualifier quoi que ce soit de « fasciste ». L'exigence serait encore moins pertinente si elle amenait à décider que le colonel de La Rocque, chef du PSF, n'ayant fait que parler d'ordre, de discipline à rétablir, n'ayant fait que promettre d'écraser la « subversion communiste » et d'en finir avec le débilitant parlementarisme, n'ayant donc pas annoncé expressément que, venu au pouvoir, il abolirait les partis et soumettrait la France à une brutale *Gleichschaltung*, ne passe pas le test et n'est donc pas susceptible d'être classé « fasciste ».

Le brave Gavroche, chantant sur la barricade de 1832, résume en un couplet les raccourcis parfois abusifs de l'histoire des idées : « *Je suis tombé par terre/C'est la faute à Voltaire/Le nez dans le ruisseau/C'est la faute à Rousseau.* » Les historiens doivent se refuser aux quasi-réquisitoires résultant d'enchaînements à grandes enjambées qui, sans le dire jamais expressément, imputent moralement de *complicité avant le fait* des pensées originées de plusieurs générations en amont. Philippe Lacoue-Labarthe et Jean-Luc Nancy le disent aussi bien que je pourrais le dire :

Le nazisme n'est pas plus dans Kant, dans Fichte, dans Hölderlin, ou dans Nietzsche (tous penseurs sollicités par le nazisme) — il n'est même à la limite pas plus dans le musicien Wagner — que le Goulag n'est dans Hegel ou dans Marx ; ou la Terreur tout uniment dans Rousseau<sup>76</sup>.

76. Philippe Lacoue-Labarthe et Jean-Luc Nancy, *Le mythe nazi*, La-Tour-d'Aigues, L'Aube, 2005, p. 28.

Le régime de Mussolini et celui d'Hitler ne sont pas *dans* Maurice Barrès, chantre de la Terre et des morts; si on peut s'amuser (?) un instant à un raisonnement par fiction, il n'y a aucun doute que le nazisme aurait fait horreur à cet « esprit délicat » — *ici* n'est pas la question et ceci devrait être évident. Sans doute ce constat n'interdit-il aucunement à l'historien des idées de remonter de proche en proche à des *origines* et de suivre des enchaînements d'influences et apercevoir des proximités — c'est ce qu'on attend de lui — s'il ne s'agit ni de porter un jugement moral rétroactif ni surtout d'insinuer en un platonisme sommaire que l'aboutissement « final » était déjà *dans l'œuf*, dans l'Idée, le nazisme chez Fichte et le Goulag chez Marx.